

L'islam en Inde : ses origines et sa situation contemporaine

Aminah Mohammad-Arif

Chargée de recherche au CNRS

L'Inde occupe une place majeure dans le monde islamique, bien plus importante que la plupart ne l'imaginent. Sur le plan démographique d'abord, les musulmans, certes minoritaires, n'en forment pas moins une population totale de cent vingt millions de personnes, ce qui place l'Inde au troisième rang derrière l'Indonésie et le Pakistan. Sur le plan historique d'autre part, l'islam y occupe une place très ancienne – sa présence remonte au premier siècle de l'Hégire – et marquante puisque les musulmans y établirent leur hégémonie du XIII^e au XVIII^e siècle ; ils procédèrent à une unification partielle du sous-continent qui sera reprise et complétée par les Britanniques. Enfin, les interactions entre l'islam et l'hindouisme, la religion dominante dans le sous-continent, ont été telles que des influences réciproques continuent d'imprégner tous les aspects de la vie de chacune des communautés. Dans le nord de l'Inde tout particulièrement, l'impact de l'islam se lit notamment dans nombre d'expressions artistiques – l'architecture, la musique, la cuisine, ainsi que dans la mystique et dans les emprunts linguistiques. Quant à l'islam indien, il est lui aussi fortement influencé par les traditions des zones où il s'est implanté : adoption du système des castes, cérémonies des rites de passage, mariages notamment, religiosité populaire et culte des saints. Mais, comme nous le montre ici Aminah Mohammad-Arif, l'islam n'en a pas moins conservé des caractéristiques propres qui rapprochent les musulmans du sous-continent de leurs coreligionnaires ailleurs dans le monde.

L'évolution historique

La présence des musulmans dans le sous-continent indien remonte au premier siècle de l'islam et s'est effectuée en deux vagues successives. La première comprend, d'une part, des conquérants arabes envahissant le Sind dès 711 et de l'autre, des marins et commerçants, également arabes, arrivant par l'océan Indien. La seconde vague, dont est issue la majorité des musulmans indiens, inclut des conquérants venus d'Asie centrale, d'Iran et d'Afghanistan : commencées au XI^e siècle par les Ghaznavides, les incursions musulmanes prennent une tournure systématique à partir du XIII^e siècle, Turcs, Afghans, puis Moghols – qui sont des Turco-Mongols – établissant une domination durable sur le sous-continent ; les conquérants musulmans y régneront jusqu'au XVIII^e siècle où ils seront supplantés par les Britanniques.

La conquête musulmane voit d'abord l'établissement d'un premier empire, le sultanat de Delhi, qui est à l'origine d'une culture religieuse, politique et littéraire, dite indo-persane. Elle s'inspire de modèles des Xe et XII^e siècles venus d'Iran et d'Afghanistan. L'effondrement du sultanat de Delhi profite à ces descendants de Tamerlan – par les femmes – et de Gengis Khan que sont les

Moghols. Babur (1526-1530), le fondateur de la dynastie, crée un État qui deviendra sous Akbar (1556-1605) l'un des plus puissants du monde. L'Inde moghole connaît une remarquable prospérité qui attire les commerçants européens. Elle voit s'épanouir une brillante civilisation dans les domaines non seulement de l'architecture – dont le célèbre Taj Mahal construit par l'empereur Shah Jahan (1628-1658) en mémoire de son épouse préférée Mumtaz Mahal –, mais également de la littérature, de la musique et de la peinture. Au XVIII^e siècle, des querelles de succession provoquent la fragilisation de l'Empire moghol et l'émergence de nouveaux États en de multiples régions de l'Inde. Les Européens, profitant de ce déclin, entrent en conflit, se disputant la domination politique et commerciale du sous-continent. Les Britanniques l'emportent, édifiant en quelques décennies un immense empire qui culminera sous la reine Victoria. À cette époque, la proportion des musulmans par rapport à la population totale s'élève à 20 % ; elle montera à 24 % en 1941.

Après la première guerre mondiale, le mouvement en faveur de l'indépendance de l'Inde s'accélère. Il s'accompagne de l'exploitation avec succès par la Ligue musulmane de Muhammad Ali Jinnah (1876-1948) de la crainte des élites musulmanes urbaines de se trouver soumises à l'hégémonie hindoue dans une Inde indépendante, du fait de la simple arithmétique électorale. Afin de rallier les masses musulmanes, les chefs de file séparatistes brandissent le thème de l'islam en danger et font de la religion islamique le moteur principal de l'identification ethnique, avec succès, puisque le Pakistan voit effectivement le jour le 14 août 1947 ; toutefois un tiers des musulmans demeure en Inde.

Les vecteurs de l'islamisation

Lorsque les musulmans arrivent dans le sous-continent, celui-ci est principalement peuplé d'hindous, auxquels s'ajoutent des bouddhistes, des jains – groupes tous deux issus de l'hindouisme –, ainsi que des Parsis ou Zoroastriens qui ont fui la Perse après son islamisation, des chrétiens – anciens hindous convertis – et quelques juifs. Contrairement à d'autres régions d'Asie, l'Asie du Sud-Est en particulier, le commerce a joué un rôle négligeable dans l'islamisation des populations du sous-continent, et ce en dépit du fait que des commerçants arabes furent parmi les premiers musulmans à pénétrer en Inde, essentiellement sur les côtes. La part de la conquête paraît en revanche plus déterminante : si l'on ne peut parler véritablement de conversions forcées car elles furent plutôt rares, la présence des conquérants turcs, afghans, iraniens... a indubitablement joué un rôle important, les gouvernants musulmans ayant en effet encouragé l'immigration de leurs coreligionnaires. Mais c'est avant tout de convertis et non de descendants de conquérants ou d'immigrants que se compose la communauté musulmane. Ce sont les avantages politico-économiques que pouvait potentiellement offrir l'islam qui sont à l'origine de bien des conversions. C'est probablement la raison pour laquelle celles-ci ont essentiellement touché les couches médianes de la société, et tout particulièrement des groupes de guerriers, des marchands, ainsi que des paysans et des artisans. Les couches de la société les plus élevées – les Brahmanes – et les moins élevées – les intouchables – ont de façon générale boudé l'islam. Enfin, les soufis, ou mystiques musulmans, ont également joué un certain rôle dans la conversion des populations locales à l'islam.

Sur le plan régional, seules quelques aires ont vu leurs populations se convertir massivement à l'islam : le nord-ouest du sous-continent soit l'actuel Pakistan, le Bengale oriental soit l'actuel Bangladesh, le Cachemire et certaines poches du Kerala. Ailleurs, les conversions ont été réalisées sur une échelle de bien moindre ampleur.

L'islam apporté par les conquérants d'Asie centrale est l'islam sunnite hanafite, dominant aujourd'hui encore dans le sous-continent. Il existe également quelques chaféites, comprenant essentiellement les populations qui descendent des commerçants arabes et surtout celles qui ont été converties par eux. Les chiïtes sont également présents dans le sous-continent, comprenant 15 à 20 % de la population islamique totale.

La condition minoritaire des musulmans : situation politique et économique

L'Inde est un pays officiellement laïque, non selon l'acception française du terme, mais d'après le principe selon lequel toutes les religions du pays doivent être traitées sur un pied d'égalité, tout en étant séparées des affaires de l'État : c'est le concept de « sécularisme ». Toute discrimination à l'égard des minorités religieuses est donc officiellement interdite. La définition indienne de la laïcité est toutefois telle qu'elle reconnaît aux chefs de file religieux des différentes communautés une place privilégiée dans toute négociation avec l'État en cas de conflit interconfessionnel. Les responsables religieux bénéficient en d'autres termes d'une certaine légitimité politique. En conséquence, les prises de position défendues par ces derniers apparaissent bien souvent aux yeux de l'État comme représentatives des positions de l'ensemble de la communauté. Or, dans le cas des musulmans, les leaders n'appartiennent pas forcément à la fraction la plus éclairée de la communauté, qui perdit lors de la partition une bonne partie de ses élites. Il en résulte que lorsque les chefs de file musulmans défendent des positions conservatrices, c'est l'ensemble de la communauté qui s'en trouve affectée.

La partition a laissé d'autres séquelles, les musulmans indiens étant notamment suspectés d'allégeance au voisin pakistanais. De façon plus générale, considérés comme responsables de la division du territoire indien, ils constituent une minorité très exposée. En témoignent les émeutes dont ils sont périodiquement les victimes. Mais ces violences ne puisent pas uniquement leurs racines dans la partition, elles s'inscrivent également dans le contexte d'une compétition entre classes moyennes hindoues et musulmanes, en milieu urbain tout particulièrement. Cette situation a été fort bien exploitée politiquement par les nationalistes hindous, dont le programme de l'aile la plus dure prône un « ethnocide culturel » des musulmans ainsi que des autres minorités, notamment chrétienne et, plus généralement, une hindouisation de la société. Les nationalistes hindous sont parvenus à la fin des années 1990 à se hisser au pouvoir. Ils ne jouissent certes pas de la majorité car ils gouvernent grâce à une coalition avec des partis laïques et ne semblent pas, au moins à court terme, envisager une modification des clauses laïques de la Constitution, mais ils sont parvenus à banaliser certaines formes de discours religieux dans la sphère politique.

Le poids politique des musulmans indiens n'est certes pas négligeable, leur apport électoral est très prisé de la plupart des partis indiens, mais ils ne bénéficient que d'une faible représentation dans les institutions politiques.

Sur les questions internationales, ils peuvent certes éprouver des sentiments de solidarité avec leurs coreligionnaires dans le monde – Palestiniens, Irakiens, Tchéthènes – mais cela ne dépasse généralement pas le stade de l'identification émotionnelle, cette population se mobilisant avant tout sur les enjeux nationaux et se préoccupant en priorité de l'amélioration de sa propre situation en Inde.

Sur le plan économique, autre conséquence plus ou moins directe de la partition, les musulmans sont globalement relégués au bas de l'échelle sociale, leurs élites, on l'a dit, ayant massivement émigré au Pakistan. Le retard socio-économique de la majorité des musulmans de l'Inde doit également beaucoup à leur difficulté à moderniser leur propre système d'éducation et leur refus à accepter pleinement le système d'éducation laïque. Ce refus s'explique par diverses raisons, dont principalement le sentiment de souffrir, à tort ou à raison, de discrimination. Ils ne voient pas en conséquence l'utilité de suivre un enseignement laïque, persuadés qu'ils sont que celui-ci ne débouchera pas forcément sur un emploi, plusieurs secteurs de la vie active – notamment les administrations et le service public en général – adoptant à leurs yeux une politique discriminatoire envers les musulmans. Ils se tourneront donc de préférence vers des emplois où ils pourront être autonomes, comme le commerce, après avoir éventuellement suivi quelques années d'instruction dans une *madrassa*, ou école religieuse. Or, ces *madrassa*, même si elles ne sont pas nécessairement des foyers du fondamentalisme islamique, comme on tend parfois à le croire, dispensent pour la plupart un enseignement de faible niveau.

Les pratiques religieuses et culturelles

Les pratiques religieuses des musulmans du sous-continent indien présentent de fortes variations d'une région à l'autre. Les musulmans, dans leur majorité, sont imprégnés des traditions des régions qu'ils habitent. Ils sont influencés à des degrés variables par les coutumes hindoues, en particulier dans les zones rurales. Mais quelques constantes se dégagent néanmoins, les musulmans du sous-continent se référant pour les principes fondamentaux au Coran et à la Sunna et présentant dans leur mode de vie des similitudes avec les musulmans résidant ailleurs dans le monde.

Par-delà les différences régionales, l'un des principaux vecteurs d'expression de la religiosité populaire est certainement le soufisme, la voie mystique de l'islam. Dans le sous-continent, le soufisme revêt le plus fréquemment la forme de culte rendu aux saints, censés être pourvus d'un pouvoir d'intercession auprès de Dieu. Gérés par les descendants du maître spirituel, les sanctuaires, très nombreux en Inde, abritent le tombeau des saints et constituent des lieux de pèlerinage, par-delà l'appartenance sectaire, voire religieuse, puisque les hindous également fréquentent ces sanctuaires.

Sur le plan culturel aussi, les musulmans indiens se distinguent par leur diversité interne. Leurs pratiques linguistiques, culinaires, vestimentaires varient considérablement d'une région à l'autre. Ainsi, la langue de culture des musulmans de l'Inde est certes l'ourdou, mais la majorité d'entre eux ont pour langue maternelle l'une des langues ou dialectes locaux du sous-continent comme le malayalam, le bhojpuri ou le bengali. De même, l'habit traditionnel du nord de l'Inde est le *sherwani*, un ensemble composé d'une longue veste et d'un pantalon très serré, alors que les musulmans du sud revêtiront plus volontiers le *lungi*, une sorte de pagne. Pour simplifier, un musulman du Kerala aura bien plus d'affinités culturelles avec un hindou de la même région qu'avec un musulman du Cachemire.

La condition des femmes

La situation des femmes musulmanes en Inde est assez complexe : d'un côté, elles bénéficient d'un certain climat d'ouverture favorable aux femmes ; de l'autre, elles souffrent du fait que la loi personnelle musulmane, dont la codification a culminé sous les Britanniques, n'a subi aucun changement depuis la fin de la colonisation. Ainsi, depuis l'indépendance de l'Inde, les femmes musulmanes n'ont guère vu d'amélioration dans leur statut, et ce en dépit de quelque cinq décennies de développement économique et social. Les droits de la femme sont certes garantis par la Constitution, mais dans la réalité, elles ne bénéficient de ces droits que très partiellement. Les réformes des lois hindoues portant sur le droit à la propriété, l'héritage et le mariage, ainsi qu'un certain avancement économique et social, ont permis aux femmes hindoues une participation relative dans la société indienne. Les femmes musulmanes, comme chrétiennes, en revanche, n'ont pas bénéficié des mêmes privilèges. Il demeure encore extrêmement difficile pour une femme chrétienne d'obtenir le divorce. Inversement, les femmes musulmanes se voient très facilement répudiées par leur époux ou contraintes de vivre en situation de polygamie ; cette dernière pratique est toutefois fort peu répandue en Inde. Cette disparité dans la condition entre femmes de communautés religieuses différentes s'explique notamment par les effets pervers de la laïcité à l'indienne, la liberté religieuse jouant un rôle prioritaire par rapport à d'autres considérations. Ainsi, si les minorités, musulmanes en particulier, ont bien souvent été exclues des réformes sociales entreprises par le gouvernement indien, c'est parce que celui-ci a tendu, en particulier lorsque le Parti du Congrès était au pouvoir, à les traiter différemment. L'État, en créant un espace séparé pour les musulmans qui a permis à ceux-ci de s'organiser en tant que groupe politique distinct, a contribué à leur exclusion virtuelle des processus de transformation sociale et de développement national. L'État, d'autre part, s'en remet lors de toute négociation aux prises de décision du *leadership* musulman. Or, celui-ci, globalement conservateur, s'oppose aux réformes, notamment à celles susceptibles d'affecter la loi personnelle musulmane. Mais force est de constater que si la loi personnelle tend à être un instrument utilisé par le *leadership* musulman pour marchander avec l'État, elle en est également venue à revêtir le rôle de l'ultime symbole de la

préservation de l'identité islamique en Inde. À tel point que même les musulmans progressistes considèrent que toute réforme socio-légale concernant les musulmans doit être élaborée au sein de la communauté elle-même et non pas être imposée par l'État. Il en résulte qu'en raison des problèmes communautaristes en Inde les femmes musulmanes sont avant tout définies en tant que musulmanes et non en tant que femmes, ce qui entrave considérablement leurs droits.

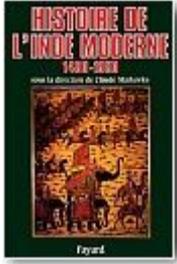
Au total, les musulmans indiens, qui représentent donc la plus importante minorité de musulmans dans le monde, se caractérisent par leur diversité interne. Ils jouissent sur le plan politique du privilège d'habiter un pays démocratique, mais ils n'en sont pas moins très exposés et ont vu leur sentiment d'insécurité s'accroître depuis la prise du pouvoir par les nationalistes hindous. Sur le plan social, ainsi qu'en témoignent des indicateurs tels que la condition des femmes et le système d'éducation, un retard accumulé depuis le XIXe siècle freine considérablement leur développement. Certes, les éléments progressistes de la communauté maintiennent une pression constante sur l'État et le *leadership* communautaire pour l'élaboration de réformes. Mais le chemin à parcourir demeure semé d'embûches, les forces conservatrices continuant pour l'heure d'occuper le devant de la scène.

Aminah Mohammad-Arif

Octobre 2002

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Histoire de l'Inde moderne, 1480-1950
Claude Markovits
Fayard, Paris, 1994



Islam in the Indian Subcontinent
Anne-Marie Schimmel
Brill, Leyde, 1980



L'islamisation de l'Inde et de l'Asie orientale
Marc Gaborieau
In Sous la direction de J.-Cl. Garcin Etats, sociétés et cultures du monde musulman, Xe-XVe, t. I, pp. 431-459
PUF, Paris



Les musulmans de l'Inde : une minorité de cent millions d'âmes
Marc Gaborieau
In L'Inde contemporaine publié sous la direction de Chr. Jaffrelot, pp. 466-507
Fayard, Paris, 1996